

**ARRONDISSEMENT DE GRENOBLE
CANTON DE LA MURE
COMMUNE DE LA MOTTE D'AVEILLANS**

**DELIBERATION
DU CONSEIL MUNICIPAL
n°62**

L'an deux mille quinze et le vingt-trois novembre à vingt heures, le Conseil Municipal de la Commune de LA MOTTE d'AVEILLANS, régulièrement convoqué le 17 novembre, s'est réuni au nombre prescrit par la Loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur BESCHI Serge, Maire.

Présents :

MM. BESCHI Serge, FERREIRA Michel, GUIGNIER Michel, LAYE Bernard, MOUQUERON Yanick, NAHUM André, ODDOS David,
Mmes BOSSAT Corinne, BRUNET Marlène, CHANTRE Carine, EYRAUD Catherine, HAREL Nadine, MASSON Yvonne, PERINO Marie-France, ROJAS Angélique, THIRIAL Aline

Absents Excusés :

MM. DIAMANTENIOS Alexis, MIMOUN Alain

Absent :

Mr ARDOIN Christian

Secrétaire de séance : C. CHANTRE



Objet : Révision générale du Plan d'Occupation des Sols et Élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme.

Monsieur le Maire rappelle que le POS (Plan d'Occupation des Sols) approuvé le 25 juin 1981 a fait l'objet de plusieurs révisions et modifications, dont la dernière date du 1^{er} décembre 2006.

Monsieur le Maire expose ainsi que conformément à la loi SRU (Solidarité et Renouvellement Urbain) du 13 décembre 2000, à la loi UH (Urbanisme Habitat) du 2 juillet 2003, à la loi Grenelle II du 12 juillet 2010 et à la Loi ALUR du 24 mars 2014, la révision générale du POS et l'élaboration du PLU est rendue nécessaire en raison :

- **Des évolutions réglementaires et législatives récentes** (Loi ENE et Loi ALUR) ;
- **De la mise en compatibilité avec les documents supra communaux notamment existants ou en cours** : le Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE), le SDAGE Rhône Méditerranée Corse...
- **De la définition d'un véritable projet d'aménagement** pour la décennie à venir **ayant comme objectifs principaux** de :
 - Relancer la dynamique démographique pour soutenir les équipements communaux et maintenir une vie de village ;
 - Recentrer l'urbanisation autour du centre de la commune dans le respect des risques miniers ;
 - Intégrer le risque minier dans le PLU ;
 - Limiter l'étalement urbain et l'éparpillement des constructions limitrophes en optimisant l'utilisation du foncier déjà existant (rénovation/réhabilitation et foncier non bâti), dans le respect des lois nationales, afin notamment de préserver les terres agricoles,
 - Maîtriser le développement urbain dans le respect des caractéristiques paysagères, environnementales et architecturales (maisons bourgeoises, habitat ouvrier, habitat traditionnel...) propre à la commune et à chaque secteur,
 - Réfléchir à l'aménagement du territoire en lien avec celui de la commune de Pierre Châtel notamment dans le secteur de La Festinière ;
 - Conforter le site touristique et de loisirs des Signaraux ;
 - Préserver les terres agricoles source d'activité économique en limitant la consommation de celles-ci,
 - Favoriser le développement économique : remise en service du train de la Mure, accueil d'activités économiques complémentaires, tourisme doux...
 - Pérenniser les équipements communaux notamment les écoles,
 - Protéger la trame bleue et la ressource en eau en préservant les zones humides et en améliorant le système d'assainissement en lien avec les orientations du SRCE et du SDAGE,
 - Favoriser les mobilités sur le territoire communal en réfléchissant à l'organisation des déplacements routiers et des modes doux (notamment en valorisant la présence d'anciens chemins traversants),
 - Intégrer les aménagements urbains dans le grand paysage en préservant les perspectives paysagères remarquables qui font la particularité de la commune.

L'ensemble des objectifs définis ci-dessus constitue la phase actuelle de la réflexion communale.

Après avoir entendu l'exposé du Maire, et en avoir délibéré, le conseil municipal décide, à l'unanimité :

- 1 - de prescrire la révision générale du POS et l'Élaboration d'un PLU avec pour objectifs ceux présentés ci-dessus, conformément aux dispositions de l'article L.123.13 du Code de l'Urbanisme.
- 2 - qu'en application de l'article L.300.2 du Code de l'Urbanisme, la concertation pour la révision générale du POS et à l'élaboration du PLU sera organisée suivant les modalités suivantes :
 - publication d'au moins deux articles dans un journal d'annonce légal à diffusion départementale ;

- o mise à disposition en mairie d'un registre servant à recueillir par écrit les remarques durant toute la durée de la procédure de concertation, jusqu'à l'arrêt du Plu ou un bilan de la concertation sera réalisée ;
 - o organisation de 2 réunions publiques l'une pour présenter les orientations générales du PADD, et la seconde pour présenter le projet de PLU en vue de son arrêt ;
- 3 - qu'il convient de demander l'association des Services de l'État conformément à l'article L.123.7 du Code de l'Urbanisme,
- 4 - de donner autorisation au Maire pour signer tout contrat, avenant ou convention de prestation ou de service concernant la révision générale du POS et l'élaboration du PLU,
- 5 - de solliciter de l'État, pour les dépenses liées à la révision générale du POS et l'élaboration du PLU une dotation, conformément à l'article L 121.7 du Code de l'Urbanisme ;
- 6 - de solliciter du Conseil Départemental, pour les dépenses liées à la révision générale du POS et l'élaboration du PLU une dotation ;
- 7 - dit que les crédits destinés au financement des dépenses afférentes, seront inscrits au budget de l'exercice considéré.

Conformément aux articles L.123.6 et L.121.4 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération est notifiée :

- o au Préfet,
- o au Président du conseil régional,
- o au Président du conseil départemental,
- o au Président de la communauté de communes de la Matheysine du pays de Corps et des vallées du Valbonnais
- o au Président du Schéma de Cohérence Territoriale de la région urbaine de Grenoble ;
- o aux Présidents de la Chambre de Commerce et d'Industrie, de la Chambre des Métiers et de la Chambre d'Agriculture.
- o À l'Institut National des Appellations d'Origines ;

Conformément à l'article R130-20 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération est transmise pour information en Centre National de la Propriété Forestière.

Conformément à l'article L123-8 du Code de l'Urbanisme, seront consultés à leur demande au cours de l'élaboration du projet de Plan Local d'Urbanisme :

- o les Présidents des établissements publics de coopération intercommunale voisins compétents,
- o les Maires des communes voisines (Notre Dame de Vaulx, Saint Théoffrey, Pierre Châtel, Susville, Prunières, La Motte Saint Martin)
- o le représentant des organismes HLM

Conformément à l'article L121-5 du Code de l'Urbanisme, seront consultées à leur demande pour l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme :

- o les associations locales d'usagers agréées dans des conditions définies par décret en Conseil d'État,
- o les associations agréées mentionnées à l'article L141-1 du Code de l'Environnement.

Conformément à l'article R.123.25 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois, d'une mention dans 2 journaux locaux qui sont le Dauphiné Libéré et les Affiches de Grenoble et du Dauphiné.

La présente délibération sera transmise au Préfet au titre du contrôle de légalité.

La présente délibération produira ses effets juridiques dès l'exécution de l'ensemble des mesures d'affichage et de publicité.

Fait et délibéré en Mairie, les jours, mois et an que dessus.
Au registre sont les signatures.

Certifié exécutoire compte tenu de sa transmission
en Préfecture et de son affichage

Le Maire,
Serge BESCHI



En Mairie, le 23 novembre 2015
Le Maire,
Serge BESCHI

